

Bush et la Palestine : une dérive d'Empire officialisée

Par Hicham Ben Abdallah El Alaoui



POINT DE VUE.

L'acceptation sans réserve par Bush du «plan de désengagement» de Sharon constitue un alignement public dangereux et sans précédent des Etats-Unis avec Israël. Elle les place aux côtés d'Israël en opposition avec les aspirations des Palestiniens et avec les principes fondamentaux de la justice toujours considérés inviolables par la communauté internationale, y compris l'Union Européenne, la Ligue arabe et jusqu'à présent les Etats-Unis eux-mêmes.

En acceptant le fait qu'Israël annexe de larges territoires de la Cisjordanie, les Etats-Unis exemptent l'Etat hébreu du principe bien établi du droit international selon lequel les Etats ne peuvent en aucun cas étendre leurs territoires par la conquête militaire. C'est ce principe même que Bush Senior a invoqué pour déclarer la guerre contre l'Irak en 1991.

En consentant à l'infâme («mur de sécurité»), les Etats-Unis confèrent à Israël la latitude de modifier le tracé de ses frontières par la force sans s'en référer aux détenteurs légaux des terres confisquées.

En rejetant le droit des Palestiniens au retour, les Etats-Unis autorisent Israël à abroger le droit fondamental des réfugiés. Cette attitude des Etats-Unis contrevient aux principes pour lesquels ils ont dirigé une coalition internationale sous la bannière

de l'OTAN qui a mené sa première guerre en ex-Yougoslavie afin de préserver les droits de la minorité ethnique albanaise du Kosovo. A présent, ils décrètent que ce qui est imposable à la Serbie ne l'est plus s'agissant d'Israël.

Le futur et éventuel désengagement de Sharon de la bande de Gaza ne serait pas total. Sous les conditions approuvées par les Etats-Unis, Israël conservera le contrôle de toutes les frontières, les ports et les aéroports. De plus, il pourra conserver des forces militaires dans le corridor dit «de Philadelphie», et se réserve aussi le droit d'usage de la force comme moyen préventif.

En somme, la missive adressée aux Palestiniens est un diktat les sommant d'accepter la spoliation de leur terre et un blanc-seing pour le projet du «grand Israël». Le président des Etats-Unis a tout bonnement endossé la conquête et l'occupation par Israël des territoires occupés. Des voix plus modérées représentant la politique étrangère américaine argueront qu'en réalité, il ne s'agit nullement d'une nouvelle approche: les ajustements des frontières et le droit au retour font partie des négociations entre les deux belligérants, le Président Bush n'ayant exprimé que «*ce que l'on peut attendre avec réalisme*». En réalité, ces questions, à l'exception de celle concernant le mur, ont toujours fait l'objet de négociations avec les Palestiniens. Aujourd'hui, l'administration américaine fait fi de la partie palestinienne. Le fait que la résolution de ces questions doit se faire au travers de pourparlers directs entre les deux parties rend plus scandaleuse la tentative de Bush de présenter les conditions d'Israël aux Palestiniens comme fait accompli, et a pour conséquence d'aider Sharon à esquiver toutes négociations réelles.

Ainsi, l'aspect le plus choquant dans cette affaire est la manière dont les Etats-Unis ont renié leur propre principe qu'ils n'ont eu de cesse de répéter avec emphase, avançant que ce conflit ne peut être assaini que par la négociation.

Par ailleurs, et dans l'objectif de saper les efforts déployés, à l'exemple de l'initiative de Genève, la lettre de Bush à Sharon révèle l'intention des Etats-Unis à enterrer toute voie préconisée hors du cadre de «la feuille de route».

«*Les Etats-Unis fourniront tous leurs efforts en vue d'empêcher quiconque d'imposer tout autre plan*». Il s'agit là de l'archétype d'une dérive d'Empire dont l'histoire regorge d'exemples similaires. Cette déclaration ignore le fait que l'accord Bush-Sharon lui-même contredit la feuille de route, en excluant en premier lieu les autres membres du quartet qui l'ont parrainée.



Toute tentative de considérer que cette nouvelle doctrine américaine n'est pas aussi radicale ou à caractère unilatéral serait vaine. Le problème ne consiste pas de savoir si ce qui a été avancé par les Israéliens et les Palestiniens lors de leurs négociations précédentes n'est plus à l'ordre du jour; la question est de savoir si la position publique des Etats-Unis en relation avec ces négociations a changé. En réalité, le seul constat est que la posture de Washington a effectivement changé. A l'évidence, les Etats-Unis entretiennent une «relation spéciale» avec Israël. Ils sont attentifs aux intérêts israéliens, opposent leur veto aux résolutions critiques des Nations Unies, etc. Mais les Etats-Unis ont jusqu'ici également tenté de préserver une position officielle neutre sur les résolutions existantes. Par cette démarche, les Etats-Unis ont pour la première fois adopté une position diplomatique publique qui s'aligne ouvertement sur celle d'Israël, en totale violation du droit international et en rendant permanente et irréversible une occupation illégale.

Ainsi, les Etats-Unis ont inconditionnellement entériné la logique annexionniste que Sharon a toujours cherché à imposer au processus de paix qu'ils ont toujours prétendu rejeter. Par conséquent, les Etats-Unis ne pourront plus prétendre être un «médiateur impartial» dans le conflit israélo-palestinien. Afin de minimiser cet état de fait, nombre d'analystes, aussi bien dans le monde arabe qu'en Occident, vont s'ingénier à donner un aspect plus acceptable à l'alignement Bush-Sharon, mais Sharon parlant de la réaction palestinienne, est parfaitement clair sur ce qu'il a obtenu: *«Ils savent plus que la plupart des Israéliens l'importance de la lettre (de Bush). J'ai dit que nous allons leur donner un coup mortel, et nous leur avons donné un coup mortel»*.

Force est de reconnaître que la logique d'une telle coordination étroite américano-israélienne sur ces questions remet en cause le paradigme du «processus de paix» traditionnel. Le mouvement palestinien doit maintenant se rendre compte qu'il ne pourra obtenir justice ni par la bonne volonté présumée des Etats-Unis ni grâce à la solidarité tout aussi présumée des Etats arabes. Il est possible que l'époque de la solution de deux Etats est révolue, comme le suggèrent les penseurs palestiniens tels que Omar Barghouti et Edward Saïd ou comme certains Israéliens comme Avraham Burg.



«Les faits sur le terrain» pourront certainement favoriser la lutte pour un Etat binational, unifié, où tous les citoyens jouissent de droits égaux. Un combat qui pourrait amoindrir la lutte pour la terre et intégrer la symbolique des grands mouvements anti-apartheid et des droits civiques. Cette alternative «post-sioniste» pourrait être une version renouvelée de l'ancien programme de l'OLP pour un état séculaire, démocratique unifié. C'est l'ultime cauchemar pour les sionistes rigides comme Sharon, mais c'est vers cela précisément que mène le succès relatif des dirigeants israéliens à saboter toute solution raisonnable de deux Etats.

La seule réponse de Sharon à un tel scénario pourrait être un retour aux formes les plus vicieuses de «transfert» et d'épuration ethnique. Un recours déjà prôné par certains membres de son cabinet en tant que réponse à la «menace démographique». C'est probablement pour se préparer à une telle éventualité que Sharon n'a de cesse de fournir des efforts depuis près de trois ans pour imposer ses vues à Washington. Il a commencé par ignorer les fortes recommandations de Bush de se retirer des villes palestiniennes réoccupées et l'a mis, avec succès, au pied du mur. Son armée a causé la mort d'une jeune Américaine travaillant pour une ONG, sans que cela fasse réagir la Maison Blanche. Il construit un mur encerclant la Cisjordanie et en reçoit la bénédiction de l'Amérique.

Après avoir donné carte blanche à Israël pour violer les sacro-saints principes de droit internationaux, les Etats-Unis approuvent sa politique d'assassinats politiques ciblés, dont ceux d'Ahmed Yassine et d'Abdelaziz Rantissi sont les deux derniers exemples emblématiques. Bush a enfermé les Etats-Unis dans une posture qui ne lui permet plus d'approuver a priori telle ou telle action d'Israël. Washington n'est donc plus en mesure de faire volte-face et condamner ces pratiques. Sharon a réussi à lui servir une politique-menu et non plus à la carte. Qui songera que Sharon devra dorénavant obtenir la permission pour mener en œuvre son plan expansionniste ? Qui doutera encore que les Américains ne s'inclineront pas à nouveau à tous ses desiderata ?

Il semble que Sharon a compris que rien, en fait, ne peut lui être refusé.